

Une coalition européenne d'ONG lance une pétition pour des conditions de travail décentes dans l'industrie du jouet

Cinq ONG européennes demandent à la Fédération internationale des industries du jouet de s'assurer que les ouvrières et ouvriers chinois qui fabriquent 80% des jouets dans le monde reçoivent un salaire vital et travaillent un nombre d'heures raisonnable. La Fédération internationale est notamment appelée à s'assurer que les marques et distributeurs de jouets corrigent leurs pratiques d'approvisionnement, afin qu'elles n'entravent plus l'application de conditions de travail décentes.

Salaires de misère, journées de travail excessivement longues, accidents du travail, exposition à des produits toxiques sans protection adéquate... les violations à la législation chinoise et aux normes internationales sont légion dans le secteur du jouet. De récents rapports d'enquêtes menées par une ONG chinoise indépendante¹ confirment que les violations perdurent malgré les initiatives mises en place, notamment par la Fédération internationale des industries du jouet.

Les industriels du jouet, réunis au sein de cette Fédération internationale, ont en effet mis en place un système de certification d'usines dont ils considèrent, après enquête, qu'elles respectent les droits des travailleurs, tels que reconnus par leur code de pratiques commerciales. Les enquêtes que mène la Fédération s'avèrent toutefois bien souvent inefficaces. Et ce système de certification ne tient absolument pas compte des pratiques d'approvisionnement des entreprises donneuses d'ordres (marques et distributeurs de jouets).

Or, selon les ONG locales, ces entreprises sont pourtant la cause des violations constatées. « *Elles infligent à leurs fournisseurs un nombre limité de commandes, des délais de livraison restreints et des prix extrêmement bas* », explique Debby Chan de l'Association chinoise contre la mauvaise conduite des entreprises. Autant de contraintes que les fournisseurs répercutent sur les conditions de travail de leurs ouvriers. « *Tant que les marques et distributeurs de jouets ne changeront pas leurs pratiques d'approvisionnement* » poursuit Fanny Gallois, de l'ONG Peuples Solidaires, « *leurs engagements en matière de fabrication éthique resteront lettre morte* ».

Cinq ONG française, autrichienne, polonaise, tchèque et roumaine ont donc décidé, dans le cadre de la campagne « [C'est pas du jeu !](#) », de lancer [une pétition](#) pour appeler la Fédération internationale à corriger son système de certification, afin qu'il permette effectivement d'assurer des conditions de travail décentes pour les ouvriers du jouet, tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Celle-ci sera remise à la Fédération en février 2011, à l'occasion du salon du jouet de Nuremberg.

Contact presse

Fanny GALLOIS : 01 48 58 21 85 / 06 19 89 53 07

f.gallois@peuples-solidaires.org

¹ Voir les rapports de Students and Scholars Against Corporate Misbehaviour (SACOM) : « Ouvriers du jouet : les derniers maillons de la chaîne », décembre 2009 : http://www.peuples-solidaires.org/peupsodocs/CPDJ_rapport_jouets.pdf, « Tolerating Violations in the ICTI CARE Process: Tianyu Toys Keeps Failing to Meet Standards », Août 2010, <http://www.peuples-solidaires.org/?getfile=3997>